

*Le Professeur W. Rappard¹,
au Chef de la Délégation suisse à Londres, H. Sulzer*

Copie

L

Genève, 23 juin 1942

Voici quinze jours que je suis rentré au pays¹, au cours desquels j'ai eu l'occasion, dans plusieurs milieux et notamment à Berne, de m'entretenir de notre mission. J'éprouve le besoin de vous rendre compte, à votre intention et à celle de notre collègue Keller, de quelques-unes des impressions que j'ai recueillies à ce propos.

En arrivant à Berne, le jour même de ma rentrée de France, je me suis rendu chez M. Hotz. Je l'ai trouvé beaucoup moins surpris qu'attristé par les informations qu'il avait reçues directement de vous et que je n'ai pu que confirmer. Le lendemain soir j'ai dîné à l'Hôtel Schweizerhof avec MM. Hotz et Homberger. A 9 heures du soir est arrivé M. Stampfli, qui venait d'une réception parlementaire à Schönenwerd et qui a prolongé l'entretien jusqu'à 1 heure du matin. Au cours des jours suivants, j'ai eu de longs entretiens avec MM. Pilet-Golaz, Wetter et Etter, et j'ai aussi eu l'occasion, pendant la session parlementaire, de quelques échanges de vues plus brefs avec M. de Steiger. J'ai aussi déjeuné, pendant mon séjour à Berne, tour à tour avec MM. Lomax, Paravicini et Leland Harrison.

1. Cf. N° 200.



Voici quelques points qui ressortent de ces divers entretiens et qui seront peut-être de nature à vous intéresser :

Tout d'abord, je n'ai recueilli nulle part l'expression ni du moindre étonnement au sujet des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés, ni surtout de la moindre ombre de réflexion critique sur notre activité à Londres. Bien entendu, sauf les remerciements convenus, il n'y a pas eu d'explosions de gratitude, qui eussent du reste été aussi peu conformes à mes goûts qu'aux habitudes fédérales. Mais nulle part je n'ai senti qu'on ait été tenté d'attribuer en quoi que ce soit la relative stérilité de nos efforts à quelque insuffisance qu'on leur eût attribuée.

Le seul de mes interlocuteurs qui se soit élevé contre la répudiation de la proposition de compensation était Lomax. «It's not good enough», a-t-il répété à plusieurs reprises. Il est évident que ce n'est pas seulement la sollicitude pour notre pays qui lui inspirait ces propos révoltés, mais le sentiment fort justifié que l'influence britannique à Berne était d'autant plus réduite au profit de celle de ses adversaires que le commerce anglo-suisse était plus réduit. Il m'a assuré, avec une bonne foi évidente, qu'il s'employait de son mieux à faire ouvrir les écluses des exportations à notre profit. Mais il ne m'a pas dissimulé qu'il comptait aussi exercer ainsi une pression efficace sur nos autorités pour faire fermer celles de nos exportations outre-Rhin. Lorsque je me suis permis d'observer que peut-être le maniement des écluses britanniques était confié à des mains au moins aussi américaines qu'anglaises, il n'a pas protesté, mais cela ne paraissait pas être de nature à lui faire changer d'avis.

Quant au Ministre des Etats-Unis en Suisse², il paraissait aussi intéressé par ce que j'ai pu lui raconter sur nos négociations qu'il avait manifestement été peu tenu au courant à ce sujet par Londres ou par Washington.

A ma surprise j'ai trouvé l'idée qu'il serait conforme à nos intérêts que nos exportations outre-Rhin fussent freinées dans la mesure du possible partagée par tous mes interlocuteurs. Très généralement on semblait disposé à ne pas intervenir à ce propos d'une façon intempestive dans l'activité des agents consulaires britanniques. Le principal inconvénient que l'on paraissait redouter à ce sujet était la réaction escomptée de Berlin, où l'on craignait la menace d'un traitement différentiel dans les livraisons de charbon au profit des industriels suisses fournisseurs des Alliés. A cet égard, cependant, je n'ai retrouvé, à mon retour, chez aucun de mes interlocuteurs, l'accent indigné et quelque peu impérieux qui avait caractérisé les interventions de M. Kohli à ce sujet au cours de nos entretiens dans le cabinet de M. Hotz avant notre départ.

Le lendemain de notre entretien au Schweizerhof, M. Hotz partait pour Rome³. Je ne sais pas s'il est rentré et je n'ai en tout cas pas eu de nouvelles de lui de là-bas. Tout ce que je sais, c'est qu'il se promettait d'écouter plus que de parler au cours de ce premier séjour dans la capitale italienne.

Bien que cela ne me fût pas agréable, je n'ai pas manqué d'éclairer les membres de notre gouvernement, et particulièrement M. Pilet-Golaz, sur les appréciations défavorables que nous avons recueillies çà et là au sujet de la gestion

2. *L. Harrison.*

3. *Cf. N° 211.*

de nos Affaires étrangères. En toute bonne foi, j'ai pu assurer les membres de notre gouvernement de la sympathie très générale dont bénéficiait notre pays outre-Manche, ainsi que de la compréhension qui s'était manifestée de toutes parts au sujet de nos difficultés économiques. Mais je ne leur ai pas dissimulé, d'autre part, le vœu fortement marqué au M.E.W.⁴ de voir nos exportations d'engins de guerre réduites à destination de l'Allemagne. La copie de votre lettre à Mr. Dingle Foot⁵ à ce sujet a été fort appréciée à Berne.

Tout en insistant sur la répercussion très favorable que nous avons pu noter du discours de M. de Steiger⁶, je n'ai pas caché à mes interlocuteurs, et très particulièrement au principal intéressé, que de divers côtés on m'avait fait comprendre qu'on préférerait nettement ce langage à l'attitude qu'on attribuait à notre Ministre des Affaires étrangères. Je n'ai même pas tu à ce dernier que de différents côtés, non pas officiels mais cependant influents, on n'avait pas craint, en ma présence, de prononcer à ce sujet le nom propre norvégien⁷ que disait ignorer votre interlocuteur berlinois. En passant à Lisbonne, à mon retour, notre Ministre au Portugal⁸ m'a spontanément dit que lui aussi avait eu à protester énergiquement contre l'exagération et l'injustice d'une telle assimilation. M. Pilet-Golaz m'a paru plus ému à ce sujet que son scepticisme naturel ne me l'avait fait prévoir. Nous avons passé en revue à ce propos tous les incidents et tous ses propos qui avaient pu faire naître les appréciations injurieuses contre lesquelles j'avais eu à plusieurs reprises l'occasion de m'élever en Angleterre. D'une part il se croyait entièrement protégé contre des critiques de cet ordre par les bons sentiments à son égard qu'il attribuait à l'ancien Ministre britannique à Berne⁹. D'autre part il tendait à penser que l'actuel Ministre des Affaires étrangères britanniques¹⁰ était moins bien disposé envers lui que son prédécesseur¹¹, actuellement à Washington. A ce propos je lui ai dit que je n'avais aucune opinion à ce sujet, parce que ce n'était naturellement pas au Foreign Office que j'avais recueilli les propos dont je lui rendais compte. Enfin, et cela me paraissait témoigner du désarroi inattendu que j'ai cru pouvoir constater chez lui, il m'a déclaré qu'il s'était sacrifié pour la Suisse et qu'il croyait à deux reprises tout au moins nous avoir protégés contre une invasion par les complaisances qu'il avait eues envers Berlin. Il a ajouté qu'il serait du reste tout disposé à quitter le gouvernement si, aux approches de la paix, sa présence à la tête de nos Affaires étrangères pouvait affaiblir la position de notre pays. A cela je me suis récrié que cela ne me paraissait ni nécessaire ni même opportun. Tout au plus, ajoutai-je, un changement de portefeuille, peut-être avec son collègue bernois¹², serait-il sans doute suffisant pour parer aux dangers qu'il entrevoyait. Même cela pourrait peut-être être évité s'il saisissait

4. *Ministry of Economic Warfare.*

5. *Du 20 mai 1941 (E 7800/1/22).*

6. *Cf. N° 200, note 3.*

7. *Quisling.*

8. *H. F. Martin.*

9. *D. Kelly.*

10. *A. Eden.*

11. *Lord Halifax.*

12. *E. von Steiger.*

quelque occasion pour tenir publiquement un langage aussi nettement favorable à notre indépendance que celui dont nous avons recueilli à Londres les échos provoqués par le discours de M. de Steiger. M. Pilet-Golaz m'a dit à ce propos que s'il quittait les Affaires étrangères, ce serait pour quitter le gouvernement, qu'il était las du reste, qu'il n'avait aucune envie de suivre l'exemple de M. Musy¹³ qui était parti trop tard pour se refaire une autre carrière et cependant trop tôt pour prendre une retraite complète.

Ma conversation avec M. Pilet-Golaz, qu'il a tenu à prolonger jusqu'à ce que, après 1 heure ¹/₄, je m'y suis arraché, n'a cessé d'être d'une parfaite courtoisie, de son côté, et d'une entière franchise du mien. J'ose espérer que cette ingrate franchise n'aura pas été dépensée tout à fait en vain. M. Wetter, que j'avais vu avant cet entretien et que j'ai revu à Zurich à l'occasion d'une commission d'experts financiers après, m'a dit spontanément qu'il avait cru, à une séance du Conseil fédéral, constater chez son collègue vaudois un certain changement d'attitude à la suite de notre entretien.

De tous mes interlocuteurs gouvernementaux, du reste, c'est chez M. Wetter que j'ai trouvé la compréhension la plus parfaite de toutes nos vues communes au sujet de nos Affaires étrangères et de l'organisation de notre Département politique. Il jugeait tout à fait comme nous la composition actuelle de ce Département, le malencontreux traitement de l'affaire de notre ancien Ministre à Rome¹⁴, l'attitude à l'égard de notre représentant au Portugal et le défaut de compréhension pour les choses anglo-saxonnes qu'il avait, comme nous, constaté à plusieurs reprises à nos Affaires étrangères.

A ce dernier propos, M. Pilet-Golaz avait pris note avec intérêt du nom de M. Kessler, que je me suis permis de lui suggérer comme celui d'un collaborateur qu'il serait peut-être utile d'attirer à Berne pour l'éclairer sur le milieu politique londonien.

Pour le mentionner en passant, j'ai trouvé que les représentations du Vorort au sujet de notre Légation de Lisbonne¹⁵ avaient été fort appréciées par MM. Stampfli et Wetter et qu'ils les avaient appuyées. Pour ma part, je n'ai pas cru opportun de mentionner ce point à M. Pilet-Golaz. Je craignais, en effet, qu'au terme de ma longue et assez délicate conversation avec lui, je n'aurais peut-être pas à ses yeux toutes les séductions qui eussent fait de moi un avocat persuasif de la cause de mon concitoyen portugais.

[...]

13. *Sur les démissions du Conseiller fédéral Musy, cf. DDS, vol. 11, N° 20.*

14. *Cf. Nos 155 et 172.*

15. *Cf. lettre du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie au Conseil fédéral, du 5 mars 1942 (E 2001 (D) 7/5 et J I. 17/6).*

ANNEXE

J I. 149/118/200

*Le Chef de la Délégation suisse à Londres, H. Sulzer, au Professeur W. Rappard**L. manuscrite*

London, 4. Juli 1942

Mein lieber Herr Rappard,

Nehmen Sie meinen herzlichen Dank für Ihre ausführlichen Zeilen vom 23. Juni¹⁶, deren Inhalt für Prof. Keller und mich von grösstem Interesse war.

Nach den Nachrichten, die Ihnen seit Ihrer Rückkehr aus London zugekommen sind, werden Sie Ihren seinerzeitigen Abreisebeschluss¹⁷ kaum bereut haben. Unsere Verhandlungen wachsen sich zur Seeschlange aus, verlieren sich in lächerliche Details und wir riskieren zur permanenten Nebengesandtschaft zu werden, wenn wir nicht endlich mit dem chirurgischen Messer dazwischenfahren. Fatal ist dabei auch der Mangel an mündlichem Kontakt mit Bern. Der immer wieder mit viel Unklarheiten behaftete Telegrammwechsel erschwert rasches Vorwärtskommen. Wir glauben dass Bern nun aber endlich im Bild sein sollte, um uns klare Gegenvorschläge an die Hand zu geben, bei denen es dann eben um Biegen oder Brechen geht. Ich habe Dr. Homberger gestern in einem langen Telephongespräch gebeten, uns nun nicht mehr länger auf Antwort warten zu lassen¹⁸. Mit allgemeinen Vorstellungen ist es nun eben vorbei und ohne gewisse Konzessionen kommen wir in Gottesnamen nicht durch. Wie viel leichter wäre alles, wenn wir auf dem Gebiet der Ausfuhr von Kriegsmaterial und Maschinen eine greifbare Geste tun könnten. Aber das Abkommen mit dem Norden¹⁹ hat uns da eine ganz schwere Hypothek aufgeladen; Sie haben mit Recht den Finger auf die Wunde gelegt. Da muss nun eben Bern sehen wie wir fertig werden. Die letzten Entwicklungen auf dem Kriegsschauplatz sind natürlich auch nicht geeignet, die Spannung zu mildern, von beiden Seiten der Kriegführenden aus. Mit dem Kredit²⁰ will es auch nicht vorwärts gehen und ich habe Herrn Dr. Homberger nicht verhehlt, dass mir diese Zurückhaltung in Bern unverständlich ist. Er bildet doch zweifellos eine ganz wesentliche Waffe in unserem Kampf.

Prof. Riefler ist letzte Woche nach Washington zurückgefliegen. Der Verkehr mit ihm war immer sehr nett, aber seine sachliche Intransigenz kam in letzter Zeit besonders stark zum Ausdruck. Der gute Mann mutete uns unmögliche Konzessionen zu mit der naiven Begründung: *you would very much facilitate my task*. Die Obstinatien gegen unsere kleine Viehausfuhr ist einfach unbegreiflich, wenn man bedenkt, wie viel Nahrungsmittel wir aus der Achsenmächten erhalten. Auf der andern Seite begreife ich ebensowenig, warum man den Deutschen nicht plausibel machen kann, dass wir ihnen wegen allgemeinen Verschlechterung unserer Landesversorgung nun eben auch nicht mehr alles liefern können, nachdem sie aus gleichen Gründen mit den Kohlenlieferungen so stark im Rückstand sind. Transportschwierigkeiten hier und dort. Es hat Keller und mich sehr beruhigt, von Ihnen zu hören, dass «*tous vos interlocuteurs*» die Situation zu verstehen beginnen. Dann soll man aber auch die Konsequenzen daraus ziehen und auch einmal auf die andere Seite drücken.

Zu ihrer mutigen Auseinandersetzung mit Herrn P[ilet]-G[olaz] beglückwünsche ich Sie vom Herzen. Er scheint seine Persönlichkeit etwas sehr hoch einzuschätzen, und in der Beliebtheit bei Kelly macht er sich entschieden Illusionen. Hoffen wir dass Ihre Vorstellungen etwas genützt ha-

16. Cf. *document ci-dessus*.

17. Cf. N° 200.

18. *A la suite de cet entretien téléphonique, Homberger envoie le 6 juillet une longue lettre à Sulzer (E 7800/1/22)*.

19. *Sur l'accord conclu avec l'Allemagne, cf. table méthodique: II. 1.1. Relations économiques avec l'Allemagne*.

20. *Sur le projet de crédit suisse à la Grande-Bretagne, cf. Nos 173 et 206 et annexes*.

24 JUIN 1942

649

ben; in der Qualität und Einstellung seiner Mitarbeiter im Departement werden sie leider kaum grosse Änderungen bringen. Sie sind aber ebenso dringend. Dass Sie bei Herrn Bundesrat Wetter das grösste Verständnis für die Lage gefunden haben, wundert mich nicht. Er und Herr v. Steiger sind zweifellos heute in unseren internationalen Beziehungen die weitsichtigsten Persönlichkeiten in unserer obersten Landesbehörde.

Wann werden wir endlich wieder Heimatluft atmen können? Sie werden verstehen, dass ich mir diese Frage täglich stelle. Ich rechne jetzt folgendermassen: Bis Ende der nächsten Woche werden wir hoffentlich die Antwort Berns erhalten. In einer folgenden Woche werden wir dann Klarheit erhalten, ob eine Verständigung möglich ist oder nicht. Dann wird der Zeitpunkt der Rückreise gekommen sein. Entweder bringen wir etwas Positives nach Hause oder dann drängt sich die Notwendigkeit mündlicher Aussprache in Bern auf. Auf Grund dieser Überlegungen stelle ich den Zeiger der Rückkehr auf Ende dieses Monats.

Inzwischen habe ich noch manche interessante Persönlichkeiten kennengelernt. Sir William Jawitt, Bevin, Cripps. Letzterer ist kollektivistischer Planwirtschaftler in Reinkultur. Da ziehe ich Bevin mit seinem gesunden Menschenverstand vor.

[...]